



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Parçay-Meslay, le 17 04 2010

Unité départementale d'Indre et Loire

Le Directeur Régional

à

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire  
DCPPAT/Bureau de l'environnement  
37925 TOURS Cedex 9

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Actualisation des prescriptions  
applicables aux installations exploitées par  
la Société MFP MICHELIN sur le territoire de la commune de Joué-les-  
Tours**

#### **Pièces jointes :**

- arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;
- 1) Situation administrative et présentation de l'établissement
- 2) Présentation des modifications
- 3) Conséquences des modifications relatives aux différents impacts et risques de l'activité sur l'environnement
- 4) Conclusions, avis et propositions

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement. Il présente les prescriptions complémentaires que l'inspection des installations classées propose d'imposer à la MFP Michelin dont le siège social est situé 23, place des Carmes Déchaux à CLERMONT FERRAND (63040).

Ces prescriptions actualisent les dispositions actuellement applicables aux installations que cette société exploite sur le territoire de la commune de JOUE LES TOURS.

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00  
25-26 rue des Aîles  
ZA n° 2 des Aîles  
37210 PARCAY MESLAY

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



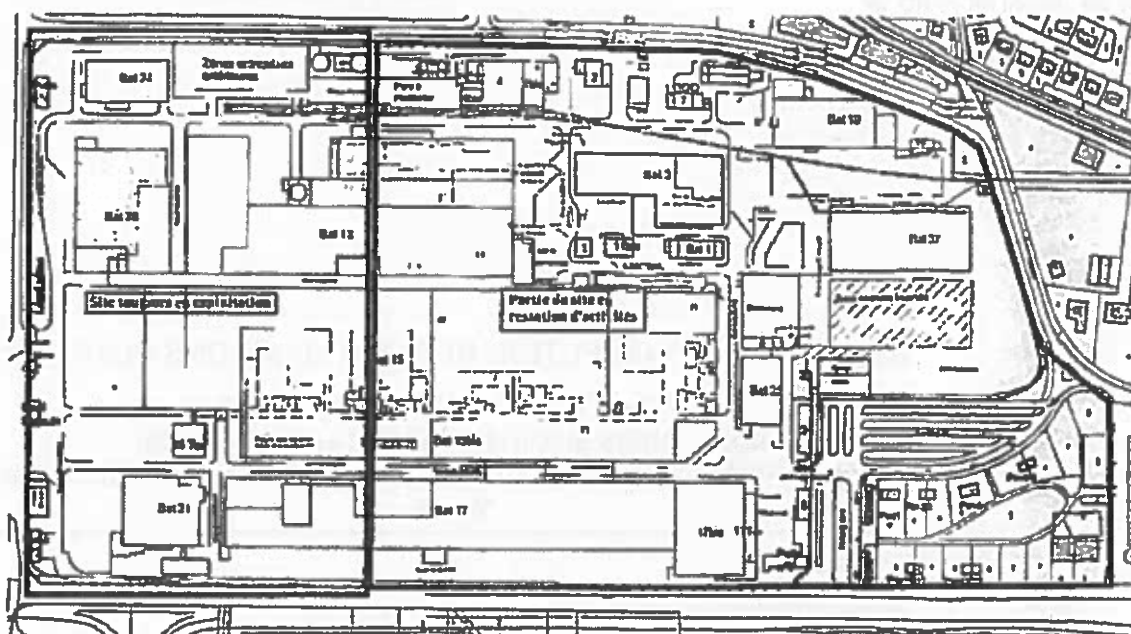
## **1 - Situation administrative et présentation de l'établissement**

### **1.1 Historique de l'établissement**

Le site installé sur la commune de Joué les Tours depuis 1960 a connu différentes évolutions. En 2013, le groupe Michelin décide d'arrêter la production de pneumatiques poids lourds ; seuls les ateliers de fabrication membranes, flaps, et tissus calandrés sont conservés.

Ce projet de réduction d'activités s'accompagne d'une réduction significative de la surface du site puisque seulement 1/3 du foncier est conservé.

Le plan ci-après fait état du découpage du site (il est à noter que depuis l'édition de ce plan, l'ensemble des bâtiments situés dans la zone de droite, en cessation d'activités, ont été démolis et que cette partie du site a fait l'objet d'un PV de récolement en date du 31 octobre 2017)



### **1.2 Situation administrative de l'établissement**

Les installations ont fait l'objet des actes administratifs suivants :

- Arrêté préfectoral d'autorisation n°17907 du 30 mai 2006 autorisant la société MFP Michelin à poursuivre l'exploitation de son unité de fabrication de pneumatiques située en zone industrielle n°2, rue Gutenberg à Joué les Tours. (Au regard de cet arrêté préfectoral, le site est soumis à autorisation au titre des rubriques 2560.1, 2661.1 et 2661.2, 2662, 2663.2, 2910A, 2920.1 et 2921.1 et à déclaration au titre des rubriques 1172.3, 1432.2, 1433B, 1434.1, 1611.2, 1710.2, 2564.2, 2925 et 2940.2.)

- Arrêté préfectoral complémentaire n°18999 du 14 juin 2011 relatif au report d'une échéance sur le site de la société MFP MICHELIN au 1 rue Gutenberg à Joué les Tours.

- Arrêté préfectoral complémentaire n°19251 du 12 juin 2012 prescrivant à la société MFP Michelin située au 1, rue Gutenberg à Joué les Tours des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

- légionellose pour ses installations situées à Joué les Tours.**

Il est à noter que d'anciens arrêtés préfectoraux inchangés ou partiellement abrogés (Arrêtés préfectoraux des 2 février 1998, 27 septembre 2001, 5 juin 2003, 27 août 2008) sont encore applicables ; le présent arrêté permet donc de regrouper au sein d'un même acte l'ensemble des prescriptions opposables au site compte tenu de la réorganisation.

## 2. Présentation des modifications

## **2.1 Informations concernant la demande**

La société MFP Michelin a déposé le 20 juillet 2015 un dossier de mise à jour de ses activités compte tenu de la réorganisation du site, liée à l'arrêt de la fabrication des pneumatiques poids-lourds.

Par courrier du 26 janvier 2016, l'inspection des installations classées a sollicité auprès de l'exploitant la fourniture d'éléments complémentaires, transmis par la société Michelin par courrier du 22 février 2016.

En parallèle, un dossier de cessation d'activité a également été transmis par l'exploitant et a conduit à la rédaction d'un PV de récolement en date du 31 octobre 2017 pour les parcelles cadastrées n°56 à 62, 64 à 66, 69, 71 à 77, 136, 710, 978, 980, 982 et 984 de la section AE, représentant une superficie d'environ 16 ha.

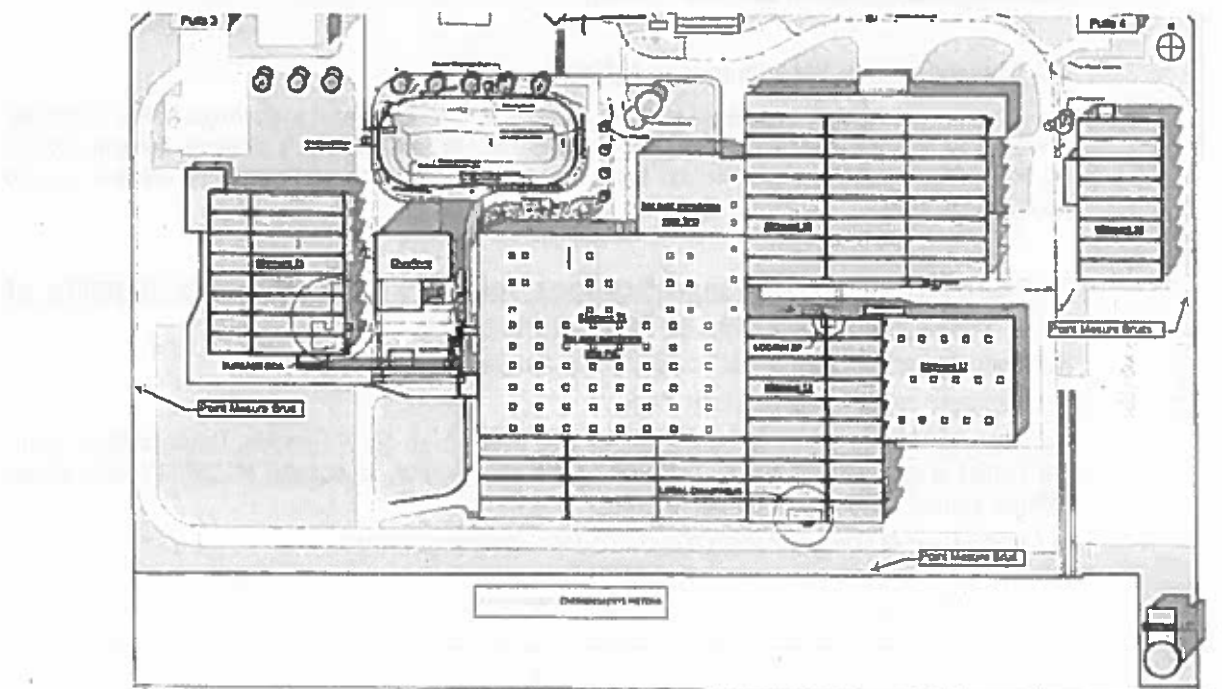
Initialement d'une superficie de 24 ha, le site est désormais contenu sur la parcelle n°56 de la section AE et représente donc environ 8 ha.

Les modifications décrites par la société MICHELIN ont fait l'objet de la rédaction du projet d'arrêté de prescriptions joint au présent rapport. Ce projet permet la mise à jour du classement et des prescriptions applicables au site ainsi que l'abrogation des dispositions qui ne sont plus pertinentes à ce jour.

## 2.2 Consistance du projet

Compte tenu de l'arrêt de l'activité PL, le classement ICPE a été fortement modifié de même que l'organisation des différents bâtiments.

A ce jour, seuls les bâtiments 12, 15, 20, 21 et 24 ont été conservés ; le plan ci-après repère les différents bâtiments ainsi que les activités qui sont exercées au sein de chacun d'eux.



### 2.3 Classement au titre de la nomenclature des ICPE

Compte tenu de la réorganisation du site, le classement ICPE du site est désormais le suivant :

Rubrique	Alinéa	Régime (°)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2561	1a	A	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Travail de caoutchouc sous pression	Quantité de matière susceptible d'être traitée	200	t
2562	2	E	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)		Volume susceptible d'être stocké	2000	m³
2563	2c	D	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)			5000	m³
2910	A2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771	2 chaudières	Puissance thermique nominale de l'installation	17	MW
2921	B	DC	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	2 tours aéroréfrigérantes (TAR)	Puissance thermique maximale évacuée	1600	kW
2925		D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Salle de charge de batteries	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	600	kW

Pour mémoire, le site est également non classé pour les rubriques suivantes :

- 2560 B2 : Travail mécanique des métaux (Puissance installée de 50 kW)
- 2575 : Emploi de matières abrasives (Puissance installée de 1,3 kW)
- 2563 : Nettoyage dégraissage (Quantité de produits mise en œuvre < 500 L)
- 2920 : Installation de compression (Puissance absorbée de 450 kW)
- 4331-3 : (Quantité totale = 4,25 t)
- 4510-2 : Substance dangereuse pour l'environnement (Quantité totale = 0,3 t)
- 4802-2a : Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés (Groupes froids, Quantité cumulée = 250 kg)
- 4802-2b : Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés (Bouteilles avec du gaz d'extinction, Quantité cumulée = 70 kg)

### 2.4 Classement au titre de la loi sur l'eau

Avant la réorganisation, la société MICHELIN utilisait 4 forages profonds. Aujourd'hui, 2 ont été comblés et 2 sont toujours utilisés afin d'alimenter le site ; le débit prélevé sollicité est de 60 000 m³/an maximum. Le site est donc soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 de la loi sur l'eau.

## 3 - Conséquences des modifications relatives aux différents impacts et risques de l'activité sur l'environnement.

### 3.1 Conséquences des modifications sur l'impact du site sur l'eau

#### 3.1.1 Impact sur la consommation d'eau

Actuellement le site est autorisé à pomper 300 000 m³/an sur 4 forages. Deux forages ayant fait l'objet d'un comblement et l'activité ayant été réduite, la société MICHELIN sollicite un volume annuel maximal de 60 000 m³/an.

→ L'impact sur la consommation d'eau est donc fortement réduit.

### **3.1.2 Impacts sur les rejets**

Les rejets du site sont divisés en 2 catégories :

- le rejet identifié n°1 : Eaux usées sanitaires ; ces dernières sont rejetées vers la STEP de Tours+
- le rejet identifié n°2 : Eaux pluviales, eaux de process, eaux susceptibles d'être polluées ; après passage via un bassin interne de 2100 m<sup>3</sup>, ces eaux sont envoyées vers la STEP de Tours+. Un suivi trimestriel de ces rejets aqueux devra être réalisé par la société MICHELIN.

→ *L'impact des rejets est réduit compte tenu de la diminution des volumes rejetés.*

### **3.2 Conséquences des modifications sur l'impact sur l'air et la circulation**

Les principales sources de rejets atmosphériques sont issues du fonctionnement des chaudières, des tours aéroréfrigérantes ainsi que de la circulation des poids-lourds.

Suite à la réorganisation du site, la société MICHELIN a construit une nouvelle chaufferie et a également procédé au remplacement de ses tours aéroréfrigérantes. De plus, compte tenu de la diminution de l'activité, le trafic poids-lourds est diminué.

Un entretien régulier des différentes installations ainsi qu'un suivi de la qualité des rejets sont réalisés selon les fréquences fixées dans l'AP d'autorisation (suivi des rejets atmosphériques des chaudières selon une fréquence biennale et suivi des rejets des TAR selon une fréquence bimestrielle).

→ *L'impact sur l'air et la circulation n'est pas modifié.*

### **3.3 Conséquences des modifications sur l'impact sonore**

Les mesures acoustiques réalisées sur l'usine montrent que les activités exercées sur site sont peu impactantes. Un entretien régulier des ventilateurs des tours aéroréfrigérantes ainsi qu'une vigilance particulière sur la fermeture des portes de la salle des machines au niveau de la chaufferie sont mis en œuvre.

Des mesures des niveaux sonores devront être réalisées tous les 3 ans minimum.

→ *L'impact sonore du site n'est pas augmenté.*

### **3.4 Conséquences des modifications sur l'impact sur les déchets**

Suite à la réorganisation du site, une déchetterie interne a été installée. Elle se compose d'un hangar couvert et d'une zone de stockage extérieure bétonnée pour les bennes ; elle est entièrement clôturée. L'accès est contrôlé par un portail automatique et seules les personnes habilitées sont autorisées à y pénétrer (contrôle par badges).

Cette aire de stockage sera reliée à un séparateur à hydrocarbures.

→ *La production de déchets est diminuée et la gestion améliorée (mise en place d'une déchetterie) ; l'impact est donc plus faible.*

### **3.5 Conséquences des modifications sur l'étude des dangers**

Une étude de dangers mise à jour a été fournie dans le cadre du dossier. Pour chaque scénario, une fiche décrivant le phénomène, les zones d'effets et les moyens d'intervention a été réalisée ; l'étude des différents scénarii conclut à un confinement, à l'intérieur des limites de propriété, des effets thermiques et de surpressions.

→ *Les modifications réalisées par la société MICHELIN n'engendrent pas de phénomène dangereux supplémentaire.*

#### **4 – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS**

Considérant :

- que le code de l'environnement prévoit en son article R. 181-45 que des prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires, sur propositions de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, fixant les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement nécessite,
- que les changements induits par les évolutions de la nomenclature des installations classées d'une part, et apportés par l'exploitant d'autre part, engendrent une modification du classement de l'établissement nécessitant une actualisation du tableau de classement des activités du site,
- qu'il convient d'actualiser les dispositions réglementaires en vigueur au regard des modifications précitées,

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable au projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.